



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Aquitaine

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2019 - 31/12/2019
Version	2019.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	17/09/2020

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP072
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Aquitaine
Période de programmation	2014 - 2020
Version	13.2
Numéro de la décision	C(2019)4873
Date de la décision	20/06/2019
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Mission de coordination des organismes payeurs (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	11
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	42
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	43
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	43
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	46
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	47
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	47
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	47
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	48
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	50
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	51
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	51
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	52
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	53
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	53
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	54
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME	56
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	56
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	56
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	57
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	58

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	62
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	63
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	64
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	65
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	67
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	68
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	74
Annexe II	75
Documents	83

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,18	20,36	0,88
	2014-2018			0,14	15,84	
	2014-2017			0,06	6,79	
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					20,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2019	7,53	91,59	8,15	99,13	8,22
		2014-2018	5,28	64,22	5,76	70,06	
		2014-2017	6,54	79,55	3,65	44,40	
		2014-2016	4,00	48,65	0,93	11,31	
		2014-2015	2,70	32,84	0,53	6,45	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 430 098,08	36,88	1 843 983,13	27,99	6 589 151,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	118 751 235,92	90,39	72 111 699,73	54,89	131 377 529,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 783 041,79	75,64	2 383 041,78	64,77	3 679 245,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	603 060,23	30,44	0,00	0,00	1 981 132,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	124 567 436,02	86,73	76 338 724,64	53,15	143 627 057,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2019	3,32	59,73	3,32	59,73	5,56
		2014-2018	2,58	46,42	2,58	46,42	
		2014-2017	4,69	84,38	2,01	36,16	
		2014-2016	3,98	71,61	1,14	20,51	
		2014-2015	1,18	21,23	0,64	11,51	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	41 161 237,43	81,91	29 365 024,19	58,44	50 250 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	41 161 237,43	81,91	29 365 024,19	58,44	50 250 000,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2019	0,54	29,15	0,26	14,03	1,85
		2014-2018	0,40	21,59	0,21	11,33	
		2014-2017	0,49	26,45	0,26	14,03	
		2014-2016	0,20	10,80	0,01	0,54	
		2014-2015	0,02	1,08			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 818 734,21	69,40	3 492 570,88	50,30	6 943 396,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	31 060 453,36	69,43	21 857 649,18	48,86	44 735 849,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	849 057,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 879 187,57	68,30	25 350 220,06	48,26	52 528 302,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2019			9,13	57,44	15,90
		2014-2018			5,87	36,93	
		2014-2017			4,56	28,69	
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2019			11,81	74,01	15,96
		2014-2018			7,88	49,38	
		2014-2017			0,27	1,69	
		2014-2016					
		2014-2015					
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2019			19,38	121,45	15,96
		2014-2018			12,35	77,40	
		2014-2017			12,68	79,47	
		2014-2016			9,13	57,22	
		2014-2015			9,13	57,22	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	24 377 550,40	81,39	11 213 781,34	37,44	29 951 887,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	52 803 743,57	82,54	25 759 829,90	40,27	63 975 117,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	99 703 695,53	143,21	46 990 369,69	67,49	69 622 433,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	133 333,33
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	314 361 577,94	89,43	314 290 844,67	89,41	351 527 229,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	491 246 567,44	95,35	398 254 825,60	77,30	515 209 999,33

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2019					0,53
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	8 835 329,04	60,74	3 235 808,57	22,24	14 547 170,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	8 835 329,04	60,74	3 235 808,57	22,24	14 547 170,00

Domaine prioritaire 5C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2019					10 000 000,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
% des terres forestières reboisées au travers du TO 8.4 (hectares)		2014-2019			4,96	96,50	5,14
		2014-2018			4,49	87,35	
		2014-2017			4,24	82,49	
		2014-2016			1,40	27,24	
		2014-2015			1,00	19,46	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	157 587 956,31	101,48	116 936 845,63	75,31	155 283 018,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	157 587 956,31	101,48	116 936 845,63	75,31	155 283 018,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2019					25,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335 849,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335 849,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					130,00
		2014-2018			26,00	20,00	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					30,34
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2019			112,29	156,60	71,70
		2014-2018			112,29	156,60	
		2014-2017			112,29	156,60	
		2014-2016			112,29	156,60	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	9 767 753,33	17,74	2 942 412,08	5,34	55 069 323,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	16 866 110,56	35,21	7 069 369,50	14,76	47 901 377,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	26 633 863,89	25,87	10 011 781,58	9,72	102 970 700,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2019 est la sixième et avant dernière année effective de la programmation 2014-2020. Le retard de programmation des premières années de réalisation du Programme de Développement Rural (PDR) Aquitaine a été en partie résorbé avec un taux de programmation général de 80,3 % de la maquette globale, un taux d'engagement de 78,9% et un taux de paiement de 57,9%.

Néanmoins, il subsiste certaines disparités entre les dispositifs du programme. En effet, les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, accusent encore un retard important qui commence à se résorber en 2019 avec une courbe des paiements en nette hausse qui se perçoit de manière plus significative depuis début 2020.

Par ailleurs, plusieurs modifications du PDR ont eu lieu en 2019 préparées avec le partenariat et les services de la Commission européenne :

- Modification ICHN: la mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013. L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.
- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.
- Modification stratégique: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides. De plus, la dynamique de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique dont la maquette a déjà été augmentée en 2017 et 2018 se confirme et se traduit par un nouvel abondement de la mesure orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

Par ailleurs, l'année 2019 marque l'entrée en vigueur effective du fonds ALTER'NA, instrument financier de la Région Nouvelle-Aquitaine. Lancé en 2018, ALTERNA est doté de 30 millions d'euros provenant de fonds régionaux et du FEADER auxquels se sont ajoutés 6 millions d'euros supplémentaires de fonds Junker portant à 240 millions d'euros le potentiel de fonds mobilisables pour les acteurs du territoire.

Ce nouvel instrument financier, dont la gestion a été confiée au FEI, est un outil supplémentaire au service de la transition agro-écologique que la Région Nouvelle-Aquitaine souhaite porter. Il permet au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le

développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc.

Depuis le 3 octobre 2019, les offres de prêts ALTERNA sont disponibles auprès des 3 banques (intermédiaires financiers) lauréates de l'appel à manifestation d'intérêt lancé au printemps par le FEI. Il s'agit du Crédit agricole, de Banque populaire et du Crédit agricole – CIC.

ALTERNA vise à

- Favoriser un meilleur accès au financement pour les projets risqués ou pour des nouvelles exploitations ou entreprises sans historique de crédit,
- Alléger les conditions et exigences en cas d'insuffisance de garanties par rapport aux exigences standards des banques
- Proposer des prêts d'investissement ou de développement à des conditions préférentielles en termes de taux d'intérêt, et de limitation de garanties personnelles.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en œuvre portant sur l'année 2019 :

L'Autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

- Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'autorité de gestion continue à utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement
- La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO. Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2019. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2019, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en œuvre.

1. Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 2016, 2017 2018 et 2019:

La mise en œuvre des dispositifs du PDR Aquitaine sur le territoire a progressé de manière significative en 2019 et a permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Aquitaine de 832,53 M€ (+ 20 points par rapport à 2018 où l'engagement était de 674,03 M€) répartie comme suit au sein des priorités :
 - 19,13 % sur la priorité 2 dont 14,21 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,92 % sur le domaine prioritaire 2B,
 - 3,73 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
 - 54,34 % sur la priorité 4,
 - 18,25 % sur la priorité 5 dont 1,04 % sur le domaine prioritaire 5A et 17,21 % sur le domaine prioritaire 5E,
 - 4,55 % sur la priorité 6 dont 0,02 % sur le DP 6A et 4,53 % sur le DP 6B

- le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Aquitaine de 593,21 M€ (+ 14 points par rapport à 2018 où le paiement était de 519,65 M€) répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
 - 17,48 % sur la priorité 2 dont 12,87 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,61 % sur le domaine prioritaire 2B,
 - 4,21 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
 - 56,24 % sur la priorité 4,
 - 20,39 % sur la priorité 5 dont 0,55 % sur le domaine prioritaire 5A et 19,84 % sur le domaine prioritaire 5E,
 - 1,69 % sur la priorité 6 entièrement sur le domaine prioritaire 6B.

En 2019, 34 TO étaient ouverts sur le PDR Aquitaine soit 496 M€ de FEADER programmés (soit une augmentation de plus de 25 points par rapport à 2018 où le montant programmé était de 396 M€).

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

La priorité 1 est une priorité transversale que plusieurs dispositifs aquitains viennent impacter.

- **Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 1 et 16 activées dans le cadre du domaine prioritaire 1A (TO 1.2; 16.1 et 16.4) et la mesure 16 activée dans le cadre du domaine prioritaire 1B (1.2 ; 16.1 et 16.4).

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2	2 950 000	5	389 139	13,2%	0	0	0,00%	6	238 328	8,1%
16.1.1	750 600	4	740 536	98,7%	2	319 622	42,6%	0	0	0,0%
TOTAL	3 700 600	9	1 129 675	30,5%	2	319 622	8,6%	6	238 328	6,4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 9 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 1 129 675 € soit un taux de programmation de 30,5%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 319 622 € soit un taux d'engagement de 8,6%
- 6 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 238 328 € soit un taux de paiement de 6,4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la

programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2	2 950 000	47	1 939 226	65,7%	40	1 021 185	34,6%	36	966 729	32,8%
16.1	750 600	4	740 536	98,7%	2	319 622	42,6%	0	0	0,0%
TOTAL	3 700 600	51	2 679 763	72,4%	42	1 340 807	36,2%	36	966 729	26,1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 51 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 2 679 763 € soit un taux de programmation de 72,4%.
- 42 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 340 807 € soit un taux d'engagement de 36,2%
- 36 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 966 729 € soit un taux de paiement de 26,1%.

TO 1.2 - Projets de démonstration et actions d'information

Ce dispositif a connu deux appels à projet dans la version initiale du dispositif du PDR Aquitaine. Les dossiers retenus au titre des appels à projets 2015 et 2016 correspondent à des actions d'information ou de démonstration sur l'ensemble des filières du territoire aquitain : viande, lait, fleurs et plantes, fruits et légumes, viticulture, palmipèdes gras, etc. Les projets retenus sont portés par des structures de développement agricoles, dont les chambres d'agriculture pour près d'1/3 des dossiers.

Les dossiers programmés ont pour public cible quasi exclusivement des agriculteurs. Dans 30% des cas les actions sont ouvertes à des techniciens agricoles ou autres acteurs de la filière.

Plus de la moitié des actions concerne la préservation de l'environnement en publiant des informations sur des données techniques pour accompagner les agriculteurs dans des pratiques plus durables. ¼ des actions de diffusion ou d'information portent sur des données technico-économiques d'une filière et ¼ porte sur des aspects techniques autres que strictement environnemental (souvent des aspects d'innovation en agriculture).

La moitié des actions programmées consiste en la publication de brochures papier, de publications sur internet, etc. L'autre moitié concerne des actions de démonstration avec réunion sur le terrain en condition de production. Plus particulièrement 4 actions concernent de l'achat d'espace dans la presse pour communiquer sur une pratique particulière et 10 actions concernent des réunions en salle du type « table ronde ».

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région

Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération.

Un nouvel AAP a été lancé en 2018 avec pour objectif de mettre en place des systèmes de production plus performants et durables, de renforcer les synergies entre acteurs, de consolider le système de recherche-innovation et d'assurer le maintien de l'élevage. Au vu des problématiques et enjeux identifier la Région a défini 4 axes de travail :

- Développer la compétitivité des filières en favorisant la diffusion des innovations auprès des professionnels
- Favoriser l'autonomie alimentaire dans les élevages
- Réduire la quantité d'intrants utilisés
- Garantir la biosécurité pour éviter les épizooties et les pertes économiques qui en découlent.

Cet appel à projet permettait aux potentiels bénéficiaires de déposer des dossiers pluriannuels se déroulant sur les années 2018 et 2019. 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour 389 139€ de FEADER.

La Région, a également voulu inscrire dans un pacte d'ambition régionale des objectifs pluriannuels en matière de développement de l'agriculture biologique, d'approvisionnement local, d'accompagnement des entreprises agricoles et agroalimentaires et des organisations qui les appuient. Ce pacte est la continuité du Programme national Ambition Bio. Ce pacte fixe les objectifs suivants :

- Développer les surfaces en agriculture biologique pour atteindre 10 % de la SAU régionale en Bio à l'horizon 2020 ;
- Développer le chiffre d'affaire pour atteindre 1,2 milliards d'euros de chiffre d'affaire bio à l'horizon 2020 ;
- Améliorer l'organisation des filières et aller vers une juste répartition de la valeur ajoutée ;
- Favoriser le développement du bio dans la restauration hors domicile et sur les marchés locaux, et notamment atteindre, en 2020, un taux de 20% de produits bio dans les cantines des lycées ;
- Apporter clarté et visibilité dans les soutiens publics.

L'appel à projet s'est réalisé sur l'année 2019 avec une date de dépôt au 30/11/2018. 3 dossiers ont été déposés et retenus pour une enveloppe FEADER de 256 645,49€.

Pour la mesure 16, un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 4 projets ont été programmés sur le PDR Aquitaine pour 740 536 € de FEADER ce qui représente 98% de la maquette. Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019.

Le dispositif de coopération en faveur des circuits courts (TO 16.4 fléché sur DP 3A) a été fermé lors de la modification stratégique du PDR Aquitaine en 2019. L'Autorité de gestion a choisi de lancer des appels à projets hors FEADER pour permettre de financer les projets sur cette thématique dans des délais plus restreints.

- **Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement**

Cf. éléments ci-dessus (1A)

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la

compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 1, 4, 6, 8 et 16, soit 13 TO : 1.2 ; 4.1.A (4.1.1) ; 4.1.B 4.1.C (4.1.3); 4.1.D ; 4.1.E, 4.1.7, 4.2.A ; 4.3.B (4.3.2) ; 8.6.B (8.6.2) ; 16.1 dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les TO 6.1.A (6.1.1), 6.1.B dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'Autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 4.1.B Investissements en agriculture biologique pour les cultures pérennes : qui n'a pas été ouvert durant la période de programmation
 - 8.6.A Amélioration des peuplements populicoles : qui n'a pas été ouvert durant la période de programmation
 - 16.2 et 16.7 Coopération : regroupés au sein du TO 16.1 PEI qui n'ont pas été ouverts durant la période de programmation
 - 6.1 B Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés de 2014 à 2016.
- **Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2	2 950 000	5	389 139	13,2%	0	0	0,0%	6	238 328	8,1%
4.1.1.	27 483 620	502	4 847 639	17,6%	494	4 196 488	15,3%	441	3 900 494	14,2%
4.1.3.	7 080 000	111	841 655	11,9%	124	714 257	10,1%	117	846 110	12,0%
4.1.7	3 473 000	485	861 350	24,8%	498	872 052	25,1%	63	288 014	8,3%
4.1.8	7 200 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.1.D	4 065 561	-16	-397 356	-9,8%	0	0	0,0%	9	1 179 787	29,0%
4.1.E	1 380 000	24	217 749	15,8%	20	195 184	14,1%	46	299 239	21,7%

4.2.1.	1 919 611	0	0	0,0%	0	0	0,0%	42	440 058	22,9%
4.2.3	1 400 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.3.2.	2 250 000	12	627 785	27,9%	19	627 785	27,9%	11	155 449	6,9%
8.6.2.	1 950 000	10	238 500	12,2%	10	238 500	12,2%	12	318 000	16,3%
16.1.1	750 600	4	740 536	98,7%	2	319 622	42,6%	0	0	0,0%
TOTAL	61 902 392	1 137	8 366 996	13,5%	1167	7 163 887	11,6%	747	7 665 479	12,4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 137 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 8 366 996 € soit un taux de programmation de 13,5%.
- 1167 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 7 163 887 € soit un taux d'engagement de 11,6%
- 747 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 7 665 479 € soit un taux de paiement de 12,4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2	2 950 000	47	1 939 226	65,7%	40	1 021 185	34,6%	36	966 729	32,8%
4.1.1.	27 483 620	3 327	24 305 152	88,4%	3 253	23 124 640	84,1%	1 528	15 497 675	56,4%
4.1.3.	7 080 000	567	5 983 738	84,5%	493	4 791 170	67,7%	389	3 749 950	53,0%
4.1.7	3 473 000	913	1 006 937	29,0%	983	1 030 567	29,7%	63	288 014	8,3%
4.1.8	7 200 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.1.D	4 065 561	54	4 325 036	106,4%	71	4 609 760	113,4%	51	4 604 536	113,3%
4.1.E	1 380	134	894 095	64,8%	123	830	60,2%	91	543	39,4%

	000					969			410	
4.2.1.	1 919 611	203	1 947 167	101,4%	171	1 886 229	98,3%	126	1 345 795	70,1%
4.2.3	1 400 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.3.2.	2 250 000	102	1 793 866	79,7%	109	1 720 804	76,5%	47	369 873	16,4%
8.6.2.	1 950 000	64	1 475 118	75,6%	64	1 475 012	75,6%	55	1 263 012	64,8%
16.1.1	750 600	4	740 536	98,6%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	61 902 392	5 415	44 410 871	72%	5 307	40 490 336	65%	2 386	28 628 994	46,2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 5 415 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 44 410 871 € soit un taux de programmation de 72%.
- 5 307 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 40 490 336 € soit un taux d'engagement de 65%
- 2 386 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 28 628 994 € soit un taux de paiement de 46,2%.

TO 1.2 - Projets de démonstration et actions d'information, a été lancé en 2015

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.A - Plan de compétitivité et d'adaptation en agriculture (AREA -agriculture respectueuse de l'environnement en Aquitaine) – TO 4.1.1 Plan de modernisation des élevages

Durant la période de transition, le TO 4.1.A correspondait à deux dispositifs distincts (Plan Végétal Environnement et Plan de Modernisation des Bâtiments d'Exploitations) correspondant à la typologie de mesures de la réglementation 2007-2013.

De 2014 à 2016, le TO 4.1.A sur le territoire du PDR Aquitaine englobait les projets des secteurs élevage et végétal.

En 2017, suite à la fusion des Régions, ce TO a été harmonisé sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et renommé "Plan de modernisation des Elevages" dissociant comme sur la période 2007-2013 les dispositifs élevage et végétal.

L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien-être des animaux, les conditions d'hygiène et la gestion des effluents.

En Nouvelle-Aquitaine, deux appels à projets se sont succédé. Le premier d'octobre 2018 à mai 2019 (857 dossiers déposés dont 822 sélectionnés) puis de juillet à août 2019 (325 dossiers déposés dont 315 sélectionnés) soit en totalité 1137 dossiers.

L'ex-Aquitaine représente pour 2019, 556 dossiers pour un montant FEADER de 6 822 500€ (15 744 799€ de dépense publique).

On peut constater une bonne représentativité des 14 filières d'élevage de la Nouvelle-Aquitaine (43% bovin viande et lait, 32% avicole, 16% ovin viande et lait) ainsi que des objectifs atteints sur les priorités de structuration, d'accompagnement des Nouveaux installés (46% des projets et 33% pour les JA). L'accent sur les critères de sélection entrant dans une démarche environnementale permettent de financer 50% dossiers en certification environnementale et 10% en bio.

TO 4.1.C (4.1.3) - Investissements dans les exploitations agricoles en CUMA

Ce dispositif vise à soutenir les projets collectifs d'acquisition de matériels agricoles via les CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole). Il est proposé depuis de nombreuses années sur le PDR Aquitaine et remporte un succès important et constant en nombre de projets.

Les investissements éligibles ont peu évolué et on peut distinguer principalement les matériels ou les investissements collectifs environnementaux (végétal), les matériels liés à l'élevage et ceux spécifiques aux filières fruits et légumes.

Les principaux critères de sélection ont eux aussi peu évolué entre 2014 et 2016.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCAE). Un appel à projets Nouvelle-Aquitaine a été ouvert en 2019 avec 2 périodes de dépôt (23 janvier au 31 mars 2019 puis avril à juin 2019) avec 171 dossiers sélectionnés pour un montant d'aide publique de 3 066 353 € dont 1 800 175 € FEADER. En Aquitaine :

- 87 dossiers sélectionnés pour 1 316 273 € d'aides publiques pour 697 624 € de FEADER.
- les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

TO 4.1.D - Investissements dans les exploitations agricoles: serres fruits et légumes et horticoles

Ce dispositif vise à accompagner la compétitivité des exploitations agricoles en soutenant le développement du parc de serres Fruits et Légumes et des serres horticoles. Il était dans ses principes (éligibilité, sélection des projets) largement calé avec le dispositif national de FranceAgrimer. Il n'a pas été reconduit à partir de 2017 dans le cadre du PDR pour des raisons de simplification administrative, eu égard au nombre de dossiers déposés annuellement et de la consommation intégrale de la maquette.

Depuis 2014, 71 dossiers ont été engagés représentant presque la totalité de la maquette allouée à ce dispositif soit 4 609 760 € de FEADER et 51 ont fait l'objet d'un paiement soit 4 604 536 € de FEADER (taux de 99%).

TO 4.1.E - Investissements dans les exploitations agricoles : mécanisation en montagne

Ce dispositif soutient l'acquisition d'engins mécaniques indispensables à la pratique de l'agriculture en montagne dans un objectif d'amélioration des conditions de travail et de réduction de la pénibilité et de la dangerosité du travail sur pentes.

Ce dispositif a été rediscuté en 2017 avec les partenaires professionnels et les financeurs afin de redéfinir les équipements spécifiques adaptés Haute Montagne et ceux adaptés Moyenne Montagne. Les assiettes éligibles et le scoring des critères de sélection ont été légèrement adaptés, sans modification des orientations générales.

La mise en œuvre de ce dispositif fonctionne désormais à un rythme normal. Le logiciel Osiris a été mis en jour et est désormais stabilisé en mode Production avec un moteur de calcul Instruction intégré. En 2019, 51 dossiers ont été déposés sur les 2 périodes. Après 3 comités de sélection, 43 dossiers ont été sélectionnés pour 315 132 €.

Les critères de sélection ciblent majoritairement la périodicité (pas d'investissement équipements spécifiques depuis 5 ans minimum), ainsi que le recours à la transhumance des troupeaux en estives. Les paiements des dossiers se font au fil de l'eau du dépôt des demandes, et désormais en paiement associé pour la part des aides Région.

Au total depuis 2014, 134 dossiers ont été programmés pour un montant total de FEADER de 894 095 € soit 64% de la maquette totale, 123 ont été engagés représentant 830 939 € de FEADER et 91 dossiers ont été payés soit 543 410 € de FEADER.

TO 4.1.8 et 4.2 .3 Instruments financiers :

La Région Nouvelle-Aquitaine a lancé en novembre 2018 un nouvel instrument financier pour favoriser l'accès au crédit du secteur agricole : le fonds Alter'na. C'est un outil supplémentaire au service de la transition écologique. Il permettra au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc. L'objectif est d'attribuer en 3 ou 4 ans 3000 prêts Alter'na pour un portefeuille de prêts de 190 à 230 millions d'euros.

La Région intervient à l'échelle Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 30 millions d'euros dans ce fonds, dont 15 M€ de Feader (10 M€ sur le PDR Aquitaine, 3M€ sur le PDR Limousin et 2 M€ sur le PDR Poitou-Charentes).

Alterna a commencé à garantir des prêts en 2020. Des premiers éléments de bilan ont été transmis à l'autorité de gestion : 212 prêts ont été déjà été garantis. L'effet levier est confirmé : 6 Millions d'Alterna ont permis de financer 40M€ de prêts qui permettent de financer 54M€ d'investissement en 1 an.

Aucune remontée de dépense n'a cependant eu lieu en 2019, les tableaux seront complétés pour le prochain RAMO.

TO 4.2.A - Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles dans les exploitations agricoles

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la

commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

Ce TO a été fermé en 2019, les projets sont désormais accompagnés sur fonds Région uniquement.

TO 4.3.B - Investissements dans les infrastructures liées à la desserte forestière

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure est aujourd'hui gérée en appel à projets.

Depuis le début de la programmation, 102 dossiers ont été programmés pour 1 793 866 € de FEADER (dont 109 engagés) soit 79% de la maquette. Les paiements ont démarré en avril 2018 depuis que l'outil Osiris est fonctionnel : 47 dossiers ont été payés pour 369 873 € FEADER.

Un appel à projet 2019 avec une date de dépôt au 31 juillet 2019 a été lancé afin de financer des travaux sur la voirie interne aux massifs forestiers, des travaux de résorption des points noirs sur la voirie d'accès aux massifs ainsi que des études d'opportunité et d'impact écologique, économique et paysagère préalable. 19 dossiers ont été déposés et 12 dossiers ont été programmés pour 627 785€ de FEADER.

TO 8.6.B (8.6.2) - Investissements dans les techniques forestières (mécanisation)

Les entreprises de mobilisation des bois occupent une place singulière au sein de la filière forêt bois : situées à l'interface entre sylviculture et industrie, elles constituent de fait un maillon essentiel pour garantir la qualité d'approvisionnement des entreprises de la transformation des bois.

En soutenant la mécanisation des entreprises prestataires de travaux forestiers (ETF) et des exploitants forestiers, le TO 8.6.B (Investissements dans les techniques forestières) a donc eu un double impact :

- en premier lieu, en aidant à la modernisation des équipements, elle a permis d'accroître la productivité et d'améliorer le niveau global des résultats des entreprises du secteur en les mettant en situation de mieux répondre aux demandes du marché,
- de manière plus globale, elle a participé au maintien de la compétitivité de l'ensemble de la filière forêt-bois en développant la mobilisation des bois par des techniques efficaces et respectueuses de l'environnement.

Les investissements ont porté principalement sur l'acquisition de machines d'abattage et de débardage.

L'engagement des crédits est conforme à la programmation. Le retard dans les paiements est pour partie imputable à la livraison de l'outil Osiris et des difficultés consécutives aux dossiers déposés par des crédits bailleurs.

En 2017, cette mesure a fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

En 2019 un appel à projet a été lancé du 15 avril 2019 au 31 décembre 2020. L'objectif de cette opération

est de mobiliser davantage de bois tout en réduisant l'impact environnemental des travaux forestiers sur les sols et la biodiversité et de favoriser les gains de productivité sur les produits semi-transformés (bois bûche, piquets, ...) ainsi que dans la logistique d'exploitation forestière.

Cette mesure comprend les investissements matériels suivants : le matériel d'exploitation forestière (abattage, débardage, dessouchage), le matériel de façonnage de bois, le matériel informatique embarqué, et logiciels et développement de logiciels, les animaux de débardage et leurs équipements.

30 dossiers ont été déposés dont 10 ont été programmés en 2019 pour 238 500€ de FEADER.

Ainsi, depuis 2014, 64 dossiers ont été accompagnés et engagés pour un montant total de 1 475 118 € de FEADER soit 75 % de la maquette totale. 55 dossiers sont payés soit 1 263 012€ de FEADER (85%).

TO non lancés ou fermés :

TO 4.1.B - Investissements dans les exploitations agricoles en mode AB pour les cultures pérennes

Ce dispositif n'a pas été lancé pour la période de 2014-2017. Dans le cadre de la modification stratégique 2017, celui-ci a été supprimé.

TO 8.6.A - Amélioration de la qualité et de la rentabilité des peuplements populinicoles par l'élague

Le TO 8.6.A avait été ouvert pour soutenir les investissements d'élague peuplier. Compte tenu de la faible enveloppe de crédits prévue pour ce TO, de la priorisation nécessaire dans le lancement des dispositifs et des difficultés d'instrumentation, ce TO a été fermé en 2017 et financé hors PDR sur crédits régionaux.

TO 16.2 Aide aux projets pilotes et à la mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies

TO 16.7 - Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier

Les difficultés d'instrumentation de l'outil OSIRIS ont nécessité une identification par l'Autorité de gestion de priorités. Compte tenu de l'enveloppe relativement faible prévue pour ces TO, il a été jugé opportun de fermer ces dispositifs.

Les crédits FEADER ainsi dégagés ont permis d'abonder la mesure 16.1 qui intègre le secteur forestier dans les bénéficiaires potentiels.

Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette

6.1.1.	38 920 000	300	6 909 160	17,8%	288	6 865 940	17,4%	329	6 029 408	15,5%
TOTAL	38 920 000	300	6 909 160	17,8%	288	6 865 940	17,4%	329	6 029 408	15,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 300 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 6 909 160 € soit un taux de programmation de 17,8%.
- 288 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 6 865 940 € soit un taux d'engagement de 17,4%
- 329 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 6 029 408 € soit un taux de paiement de 15,5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1.	38 920 000	2 600	32 381 317	83,2%	2 599	32 319 487	83,0%	1 412	21 602 552	55,5%
TOTAL	38 920 000	2 600	32 381 317	83,2%	2 599	32 319 487	83,0%	1 412	21 602 552	55,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 600 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 32 381 317€ soit un taux de programmation de 83,2%.
- 2 599 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 32 319 487€ soit un taux d'engagement de 83%
- 1 412 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 21 602 552€ soit un taux de paiement de 55,5%.

TO 6.1.A - Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

Lors du Comité régional sur l'installation et la transmission (CRIT) de février 2017 il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

Avec la mise en place de la 4ème modulation en mars 2017 "coût de reprise ou de modernisation important" le montant moyen de la DJA a été augmenté pour atteindre 24 000 €. Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 78% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations

(+90%) se fait à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme comme la proportion des jeunes agricoles ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

On a pu observer en 2019, une augmentation sensible du nombre de DJA passant de 289 DJA en 2018 à 300 DJA programmées pour 6 909 160 € de FEADER.

TO 6.1.B - Prêts bonifiés

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2019.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

- **Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

Au titre de la priorité 3 et du domaine prioritaire 3A, 3 TO ont été lancés : TO 3.1, TO 3.2 et TO 4.2.B (4.2.2).

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1	125 615	0	0	0,0%	10	5 345	4,3%	83	25 500	20,3%
3.2	3 124 385	10	447 475	14,3%	12	558 888	17,9%	13	502 900	16,1%
4.2.2.	20 000 000	6	783 739	3,9%	9	1 137 481	5,7%	23	4 243 905	21,2%
TOTAL	23 250 000	16	1 231 214	5,3%	31	1 701 713	7,3%	119	4 772 305	20,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 16 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 1 231 214 € soit un taux de programmation de 5,3%.
- 31 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 1 701 713 € soit un taux d'engagement de 7,3%
- 119 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 4 772 305 € soit un taux de paiement de 20,5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1	125 615	270	164 469	130,9%	270	148 153	117,9%	199	94 536	75,3%
3.2	3 124 385	57	2 656 292	85,0%	53	2 445 247	78,3%	33	1 544 785	49,4%
4.2.2.	20 000 000	62	14 500 244	72,5%	59	13 774 732	68,9%	51	11 322 381	56,6%
TOTAL	23 250 000	389	17 321 005	74,5%	382	16 368 132	70,4%	283	12 961 701	55,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 389 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 17 321 005 € soit un taux de programmation de 74,5%.
- 382 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 16 368 132 € soit un taux d'engagement de 70,4%
- 283 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 12 961 701 € soit un taux de paiement de 55,7%.

TO 3.1- Nouvelle participation à un régime de qualité

Ce dispositif a connu quatre années de programmation : 2014, 2016, 2017 et 2018 car l'année 2015 a été une année « blanche » ; des précisions étaient attendues quant à la notion de « nouvel entrant dans un régime de qualité » et la traduction de ce point en critères d'éligibilité.

Etant donné l'année blanche de 2015 et les dispositions réglementaires restrictives liées au dispositif 3.1 « nouveaux entrants dans le régime de qualité », les objectifs initiaux de l'Autorité de gestion ne pouvaient pas être atteints. C'est la raison pour laquelle l'Autorité de gestion a profité de la modification stratégique de 2017 pour prélever une partie de l'enveloppe attribuée au dispositif 3.1 (1 350 000 €).

Au total, 270 dossiers ont été engagés depuis 2014 sur ce dispositif représentant 164 469 € de FEADER et 199 dossiers payés soit 94 536 € de FEADER.

TO 3.2 - Activités d'information et de promotion

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par la Région en 2016. Le premier appel à projets commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017.

Lors de l'appel à projet 2019, 10 dossiers ont été sélectionnés pour 508 505,97 € de FEADER et

959 445.24€ de dépenses publiques.

Les principaux SIQO soutenus sont AOP, IGP, Label rouge puis AB. Les filières concernées sont en premier ovin viande et fruits et légumes (19% chacun) puis porcins, AB pour 13% chacun et en 3eme position la pêche, palmipèdes, ovins lait et bovins lait (6% chacun).

Au total, depuis le début de la programmation, 57 dossiers ont été programmés pour un montant total de 2 656 292 € de FEADER dont 53 dossiers engagés représentant 2 445 247 € de FEADER et 33 dossiers payés soit 1 544 785 € de FEADER.

TO 4.2.B (4.2.2) - Investissements de transformation-commercialisation dans les IAA

Ce dispositif a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE à l'exclusion des produits de la pêche, par les opérateurs de l'industrie agro-alimentaire.

S'agissant des dossiers engagés en 2014 (transition) ils sont au nombre de 8 (dont 7 soldés). Le dernier a été soldé en janvier 2018 (décalage lié à une mise en contrôle).

Il est à noter que suite à la modification du dispositif courant 2017, compte tenu du délai de complétude des dossiers, aucun dossier n'a été programmé en 2017 en application des règles modifiées (première programmation en avril 2018).

Le retour à une vitesse de croisière de la programmation a été effectué au second semestre 2018 (flux croissant constaté de dossiers déposés en cours d'instruction).

La modification stratégique du 19/12/2018 a permis en 2019 :

- Une augmentation du plafond des dépenses éligibles (3M€ à 5 M€) sous condition
- De rajouter dans la liste des bénéficiaires éligibles, les SEMOP (Sté D'Economie Mixte à Opération Unique)
- De bonifier les projets d'investissements en Zone de Revitalisation Rurale si création ou transmission d'entreprises IAA.
- De bonifier les projets d'abattage et ou découpe pour les espèces autres que bovins ovins caprins

En 2019, 8 dossiers ont été programmés pour 1,023 M€ de FEADER.

En ce qui concerne le taux de paiement, il faut à nouveau préciser que ce TO est un dispositif de soutien d'investissements lourds (plancher 300 000 € depuis 2017) avec le plus souvent des travaux immobiliers nécessitant des délais de réalisation longs (2 ans). Par conséquent, les demandes de paiement de solde sont arrivées à partir de 2018.

En 2019, 13 dossiers ont reçu un paiement pour 4,2M€ de FEADER.

Au total au cours de cette programmation, 62 dossiers ont été programmés au titre du dispositif IAA pour un montant total de FEADER de 14 500 244 €. Sur ces 53 dossiers, 59 ont été engagés représentant 13 774 732 € de FEADER et 51 ont reçu un paiement soit 11 322 381 € de FEADER (taux de 82%)

2 TO non lancés :

TO 16.2- Aide aux projets pilotes et à la mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies

Ce dispositif est intégré au dispositif 16.1 PEI dans le cadre de la modification de fin 2016.

TO 16.4- Mise en place et développement de circuits courts et de marchés locaux

Ce dispositif n'a pas été ouvert.

Le TO 1.2 qui avait initialement été ouvert sur le domaine prioritaire 3A en plus du 2A a fait l'objet d'un mouvement de maquette lors de la modification stratégique du DP 3A vers le DP 2A. Ce TO n'est donc plus activé sur ce domaine prioritaire.

Le domaine prioritaire 3B n'est pas activé sur le PDR Aquitaine.

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

- a. **8 TO lancés sur la priorité 4A : Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.1	122 421 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	2	65 361	53,4%
7.6.A	1 500 000	70	215 801	14,4%	70	215 801	14,4%	89	194 750	13,0%
7.6.B	6 500 000	278	1 388 012	21,3%	310	1 988 948	30,6%	257	909 879	14,0%
7.6.C	5 627 579	42	916 158	16,2%	46	828 737	14,7%	59	1 002 722	17,8%
7.6.D	1 250 000	27	381 278	30,5%	34	396 251	31,7%	30	104 575	8,4%
10	41 331 338	1015	8 896 211	21,5%	1015	8 896 211	21,5%	1 999	5 354 075	12,9%
11.1.1	34 831 303	1 225	12 658 416	36,3%	1 225	12 658 416	36,3%	1 719	7 713 483	22,1%
11.2.2	27 385 522	1 220	2 501 776	9,1%	1 220	2 501 776	9,1%	1 845	4 475 999	16,3%

13	263 645 422	6 303	44 681 879	16,9%	6 303	44 681 879	16,9%	6 425	44 125 038	16,7%
TOTAL	382 193 585	10 180	71 639 531	18,7%	10 223	72 168 019	18,9%	12 425	63 945 882	16,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 10 180 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 71 639 531 € soit un taux de programmation de 18,7 %.
- 10 223 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 72 168 019 € soit un taux d'engagement de 18,9%.
- 12 425 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 63 945 883 € soit un taux de paiement de 16,7 %.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.1	122 421	5	126 392	103,2%	4	116 577	95,2%	3	95 231	77,8%
7.6.A	1 500 000	395	979 427	65,3%	397	911 180	60,7%	302	619 770	41,3%
7.6.B	6 500 000	1 240	5 436 550	83,6%	1 228	5 085 414	78,2%	895	2 785 258	42,9%
7.6.C	5 627 579	201	4 211 522	74,8%	193	3 877 413	68,9%	110	1 865 794	33,2%
7.6.D	1 250 000	87	1 016 061	81,3%	86	900 613	72,0%	44	231 134	18,5%
10	41 331 338	3 109	24 520 059	59,3%	3 109	24 520 059	59,3%	3 845	12 324 738	29,8%
11.1.1	34 831 303	3 966	40 910 672	107,24%	3 966	40 910 672	107,24%	4 184	24 416 855	69,28%
11.2.2	27 385 522	7 188	25 899 013	107,24%	7 188	25 899 013	107,24%	5 999	18 684 952	69,28%
13	263 645 422	37 295	236 998 483	89,89%	37 295	236 998 483	89,89%	30 125	236 998 483	89,89%
TOTAL	382 193 585	53 486	327 419 593	85,7%	53 466	326 540 838	85,4%	45 507	242 572 967	63,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 53 486 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 327 419 593 € soit un taux de programmation de 85,7%.
- 53 466 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 326 540 838 € soit un taux d'engagement de 85,4%
- 45 507 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 242 572 967 € soit un taux de paiement de 63,5%.

TO 7.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Le dossier du cru 2019 a été exécuté en 2019 conformément à la réglementation et il a été programmé en avril 2020.

L'année 2019 a été dédiée au paiement, l'intégralité des dossiers des années précédentes ont été payés sur ce TO.

TO 7.6.A - Aide à l'adaptation de la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs

La mesure 7.6 A Prédation est une mesure du cadre national, s'appliquant dans la zone de présence potentielle de l'ours et du loup, arrêtée par le Préfet de Région en charge du Massif des Pyrénées. Ce TO est opérationnel depuis 2015.

Le rythme de mise en œuvre de ce dispositif est un peu en dessous de l'attendu, du fait que la zone d'éligibilité est revue annuellement (arrêté préfectoral) suivant la localisation des risques de prédation des ours et du loup, localisation qui peut difficilement être anticipée sur plusieurs années.

Annuellement, environ 85 dossiers sont retenus dans le département des Pyrénées Atlantiques. Cette mesure est en régime de croisière

La procédure ainsi que les outils Osiris sont opérationnels pour instruire les dossiers et payer les demandes de paiement en DDTM. Le paiement des dossiers engagés est en cours actuellement, sans retard de traitement.

Cela a permis de programmer depuis 2015, 395 dossiers pour un montant total de FEADER de 979 427 € soit 65% de la maquette. Les 395 dossiers ont été engagés pour le même montant et 302 dossiers étaient payés pour un montant de 619 770 €.

TO 7.6.B - Mise en valeur des espaces pastoraux

Cette opération est ouverte depuis 2015.

Elle comprend plusieurs volets et donc plusieurs appels à projets ont été reconduits en 2019. Pour le gardiennage hors prédation, la procédure est en régime de croisière. Les demandes sont en régulière augmentation car répondent à une activité pastorale soutenue, et permettent de financer le recours croissant à du gardiennage par des salariés

Suite à une évolution en 2017 des dépenses retenues sur le PDR Aquitaine sur les postes équipements

laitiers, cabanes fromagères et prestations de portage, le dispositif 7.6 B est désormais stabilisé avec des outils Osiris et de calcul opérationnels.

Le poste gardiennage est en augmentation car le gardiennage salarié est utilisé mais plus coûteux.

Ainsi en Nouvelle Aquitaine, 42 dossiers ont été déposés lors de l'Appel à projet 2019, 278 dossiers ont reçu un avis favorable pour 1 388 012€ de FEADER.

Au total depuis le début de la programmation, 1240 projets ont été programmés au titre de ce dispositif soit 83% de la maquette, représentant 5 436 550 € de FEADER. 1228 projets ont été engagés pour un montant de FEADER 5 085 414 € et 895 ont été payés fin 2019 pour un montant de 2 785 258€ de FEADER

TO 7.6.C - Animation des documents de gestion des sites NATURA 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluri-annuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire aquitain.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation N2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6 D), l'animateur N2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

En 2019, 42 dossiers ont été engagés pour 916 158€ de FEADER. L'animation des sites est assez stable dans ce secteur géographique on compte une seule nouvelle collectivité ayant bénéficié d'une aide en 2019.

TO 7.6.D - Contrats NATURA 2000

Cette mesure du cadre national vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site.

En 2019, 27 dossiers ont été programmés pour 381 278€ ; Mais on constate une baisse très significative (-43%) du rythme de la contractualisation par rapport à 2018, car 2019 est la première année de raccourcissement de la durée des contrats.

M10 (10.1) Agroenvironnement – climat

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016, 2017 et 2018 sur un calendrier normal. Il faut cependant noter que les demandeurs ont pu, dans leur grande majorité, bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable

(ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2019, 1015 dossiers ont été engagés pour 8 896 211 de FEADER soutenant 25 134 hectares.

Au total depuis le début de la période de programmation, 3109 dossiers pour 24 520 059 € de FEADER ont été engagés soit 59.3% de la maquette dont 12 324 738 € de paiement.

M11 (11.1 et 11.2) - Agriculture biologique

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire, une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique. En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'Agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs au sein des PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

Suite à la modification stratégique de 2017, près de 7 millions d'euros sont venus alimenter la mesure 11, passant le taux d'engagement de 77% à 65%.

En 2020, la quasi-totalité (98%) des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2019 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 20,7 M € (dont 15,2M€ de FEADER), 920 nouvelles exploitations et 17 702 ha contractualisés.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 99 700 000 € de dépenses publiques (dont 66 725 000 € de FEADER) ont été engagées; Cela représente 3426 exploitants aidés et 96 314 ha engagés.

43,1 M€ de FEADER ont été payés depuis le début de la programmation.

M13 (13.1 et 13.2) – ICHN

ICHN Montagne et zone défavorisée

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), quatre années d'ICHN (campagnes 2014, 2015, 2016 et 2017) ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant dès la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et de l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation. De plus, la révision du zonage des zones défavorisées simples qui est entrée en vigueur en 2019 nécessitait une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre

du transfert du 1er au 2nd pilier, réalisé par l'Etat.

A compter de 2019, une nouvelle délimitation (zone montagne non concernée entendue comme une zone défavorisée simple) est entrée en vigueur. Les parcelles ne faisant plus partie du nouveau zonage bénéficient d'une valorisation modulée à 80% pour 2019 et 40% pour 2020.

Au total la surface primée représente 340 000 ha en zone montagne dont 44% dans les Pyrénées Atlantiques.

Au total au cours de cette programmation, 37 295 exploitations ont reçu de l'ICHN sur le territoire aquitain représentant 235 862 322 € de FEADER soit 89 % de la maquette globale.

En 2019, 6425 exploitations ont reçu de l'ICHN pour 44 125 038€ de FEADER. Le nombre de bénéficiaires en zone Montagne est constant sur ces trois dernières années et est en légèrement augmentation dans les Pyrénées-Atlantiques

TO non lancé :

M12 (12.1 et 12.3) - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Aucune zone soumise à contrainte environnementale ou équivalent n'a été définie jusqu'à présent sur le territoire du PDR. Par conséquent, il n'a pas été nécessaire de déployer cette mesure. Cette mesure a été fermée lors de la modification stratégique du PDR Aquitaine en 2019.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Deux domaines prioritaires sont ouverts sur la priorité 5, il s'agit des domaines prioritaires suivants :

- 5A : dispositif 4.3.A Irrigation agricole
- 5E : dispositifs 8.3.A Prévention des dommages incendies, 8.4 Klaus (plan chablis), 8.5 Peuplements dégradés

Les domaines prioritaires 5B et 5D n'ont pas été ouverts sur le PDR Aquitaine. Le domaine prioritaire 5C a été fermé lors de la modification stratégique de 2017. En effet, était activée sur ce domaine prioritaire, l'opération « méthanisation à la ferme ». Ce type d'opération n'a pas été mis en œuvre depuis le début de la programmation dû à des difficultés d'application de la règle des taux fixes.

• Domaine Prioritaire 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3. A	4 000 000	18	877 166	21,9%	26	1 220 385	30,5%	12	1 017 644	25,4%

TOTAL	4 000 000	18	877 166	21,9%	26	1 220 385	30,5%	12	1 017 644	25,4%
-------	-----------	----	---------	-------	----	-----------	-------	----	-----------	-------

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 18 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 877 166 € soit un taux de programmation de 21,9%.
- 26 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 1 220 385 € soit un taux d'engagement de 30,5%
- 12 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 1 017 644 € soit un taux de paiement de 25,4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.A	4 000 000	65	3 256 843	81,4%	57	3 233 936	80,8%	12	1 055 698	26,4%
TOTAL	4 000 000	65	3 256 843	81,4%	57	3 233 936	80,8%	12	1 055 698	26,4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 65 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 3 256 843 € soit un taux de programmation de 81,4%.
- 57 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 3 233 936 € soit un taux d'engagement de 80,8%
- 12 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 055 698 € soit un taux de paiement de 26,4%.

TO 43.A Irrigation agricole :

La mesure hydraulique 4.3A a fait l'objet d'un appel à projet 2018/2019 du 12/10/2018 au 31/12/2019 pour des projets de réseau et retenue.

26 dossiers ont été déposés, dont 19 sélectionnés pour 11 créations, 5 agrandissements et 3 substitutions dont deux hors zone d'équilibre. Cela représente une aide publique de 1 767 635 € dont 924 444 € de FEADER.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 65 dossiers ont été programmés pour un montant de FEADER de 3 256 843 € soit 81% de la maquette. 57 dossiers sont engagés pour 3 233 936 € et 12 dossiers ont reçu un paiement pour 1 055 698 €.

Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs

de l'agriculture et de la foresterie

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.3.A	10 297 327	45	1 723 658	16,7%	43	1 499 634	14,6%	63	1 350 610	13,1%
8.4	44 974 390	0	0	0,0%	0	0	0,0%	636	6 514 375	14,5%
8.5	528 284	6	116 515	22,1%	6	116 515	22,1%	0	0	0,0%
TOTAL	55 800 000	51	1 840 173	3,3%	49	1 616 150	2,9%	699	7 864 985	14,1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 51 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 1 840 173 € soit un taux de programmation de 3,3%.
- 49 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 1 616 150 € soit un taux d'engagement de 2,9%
- 699 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 7 864 985 € soit un taux de paiement de 14,1%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.3.A	10 297 327	377	10 026 833	97,4%	375	8 967 188	87,1%	229	4 592 757	44,6%
8.4	44 974 390	4 953	45 289 603	100,7%	4 953	44 926 538	99,9%	3 134	41 690 819	92,7%
8.5	528 284	6	116 515	22,1%	6	116 515	22,1%	0	0	0,0%
TOTAL	55 800 000	5 336	55 432 951	99,3%	5 334	54 010 241	96,8%	3 363	46 283 576	82,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 5 336 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 55 432 951 € soit un taux de programmation de 99,3%.
- 5 334 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 54 010 241 € soit un taux d'engagement de 96,8%
- 3 363 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 46 283 576 € soit un taux de paiement de 82,9%.

TO lancés :

TO 8.3.A Prévention des dommages causés par les incendies

Les travaux de DFCI, en réduisant les temps d'intervention des services d'incendies et de secours, permettent de réduire les surfaces lorsque l'incendie survient et d'apporter rapidement les moyens nécessaires à son extinction. Les travaux financés sont relatifs aux pistes (création et mise aux normes), à l'assainissement (sans assainissement pas de piste), ouvrages de franchissement.

Le pilotage des travaux sur le terrain repose sur un réseau de proximité tel que les ASA (Association Syndicales Autorisées) qui ont la responsabilité de la prévention et de l'amélioration des infrastructures. Ces ASA sont animées par des bénévoles. Elles regroupent des propriétaires forestiers sur un territoire donné. Elles bénéficient des ressources financières basées sur une taxe acquittée de 2,30 €/ha. L'ensemble de ces travaux sont réalisés dans les massifs classés en zone à haut risque.

En termes de répartition géographique, ce sont principalement les départements des Landes et de la Gironde qui concentrent l'essentiel des aides.

En 2019, 48 dossiers ont été déposés et 47 sélectionnés pour 1 623 988,14€ € de FEADER.

TO 8.4 Réparation des dommages causés aux peuplements forestiers sinistrés par la tempête Klaus 2009 (plan chablis)

La mobilisation des crédits du FEADER en complément des crédits de l'Etat a permis d'engager la reconstitution du massif qui constitue une priorité absolue de 85 000 ha depuis 2014 soit plus que la moyenne des reboisements en année normale.

En matière de gouvernance, un comité tempête a été mis en place et réunit régulièrement l'ensemble des acteurs (professionnels et institutionnels) pour faire le point sur la reconstitution du massif forestier.

La mobilisation des crédits du FEADER en complément des crédits de l'Etat a permis d'achever la reconstitution du massif qui constituait une priorité absolue pour la filière forêt bois en Aquitaine. Ainsi, le plan de soutien à la reconstitution des forêts sinistrées par la tempête Klaus de 2009, a permis de reconstituer plus de 200 000 hectares de forêt grâce à la mobilisation de tous les acteurs professionnels et aux crédits du FEADER (45 millions d'euros).

La mise en œuvre du dispositif KLAUS est quasiment terminée en Aquitaine. Au total, 4 953 dossiers ont été programmés soit une utilisation complète des 45 000 000 € de FEADER provisionnés sur la maquette. 3 134 dossiers ont été payés représentant 41 690 819 € de FEADER. Les derniers paiements sont intervenus en 2019 avec quelques ajustements à prévoir d'ici la fin de la période de programmation.

TO 8.5 Amélioration environnementale de peuplements dégradés

Ce TO a été lancé en 2019. L'appel à projet a pour objectif d'encourager et de développer des modalités de gestion contribuant à façonner des peuplements forestiers résilients. En effet, et notamment face à des contraintes climatiques croissantes, il apparaît nécessaire d'intervenir afin de restaurer pour ces peuplements leur dynamique multifonctionnelle et leur biodiversité, et de développer les puits de carbone forestier.

6 dossiers ont été programmés en 2019 pour 116 515€ de FEADER.

TO non lancés :

TO 8.3.B Surveiller, prévenir les risques abiotiques et biotiques et protéger la ressource dans les forêts

Ce dispositif n'a pas été ouvert pour 2014-2017 et le choix a été fait par l'Autorité de gestion de le fermer lors de la modification stratégique de 2017. Néanmoins, compte tenu des enjeux forts en matière de prévention des risques sanitaires, la Région a financé en dehors du FEADER sur fonds propres des projets expérimentaux tels que la télédétection des tâches de mortalité dans le massif des Landes de Gascogne.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

Les domaines prioritaires suivants ont été ouverts sur la priorité 6 :

- DP 6A : TO 6.4.A Hébergements touristiques et activités de loisir
- DP 6B : TO 7.4 Services de base et TO 7.5 Infrastructures récréatives et touristiques, Mesure 19 - LEADER.

Le DP 6C n'a pas été activé sur le PDR Aquitaine.

- **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.4.A	1 450 000	8	347 195	23,9%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	1 450 000	8	347 195	23,9%	0	0	0,0%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 8 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 347 195 € soit un taux de programmation de 23,9%.
- 0 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux d'engagement de 0%

- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.4.A	1 450 000	9	399 486	27,6%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	1 450 000	9	399 486	27,6%	0	0	0,0%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 9 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 399 486 € soit un taux de programmation de 27,6%.
- 3 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 0 € soit un taux d'engagement de 0%
- 0 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

TO 6.4.A Investissements dans les activités non agricoles : hébergements touristiques et ruraux, activités de loisirs :

Ce TO a été lancé en 2017 mais l'instruction des 13 dossiers déposés « au fil de l'eau » n'a pu démarrer que fin 2018 du fait notamment de la complexité de mise en œuvre (déploiement de l'outil Osiris, lourdeur de la gestion administrative, lenteur dans la mise en œuvre des procédures) et de l'obligation de respecter le taux d'aide (fixe) du PDR, ainsi que de la suspension de l'instruction pendant une grande partie de l'année 2018. En 2019, les modalités d'instruction ont pu être stabilisées, 9 projets déposés au fil de l'eau ont pu être programmés pour un montant de 399 486 € et sont en cours d'engagement afin d'être payés en 2020.

Un appel à projet élaboré avec les partenaires financiers fin 2019 sera ouvert en mars 2020. Il doit permettre de programmer l'enveloppe restant disponible de 920 000 € à la fin de l'année 2020.

TO 6.4.B investissements dans les activités non agricoles : développement des TPE en zone rurale :

Ce TO n'a pas été ouvert et le choix a été fait par l'autorité de gestion de le fermer lors de la modification stratégique de 2018. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du taux fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des entreprises concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur de l'économie territoriale (aide à l'installation et la modernisation des entreprises, opérations collectives de modernisation de l'artisanat et du commerce).

Les crédits correspondants ont été fléchés sur la mesure LEADER dans le cadre des conséquences du transfert de crédits du pilier 1 vers le pilier 2 (obligation de maintenir 5.3% de maquette FEADER sur la

mesure 19).

La maquette globale correspondante à cette mesure a été transférée sur la mesure 19 LEADER.

• **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4	8 859 580	5	612 883	6,9%	5	612 883	9,0%	5	488 204	5,5%
7.5	5 487 161	15	2 470 000	45%	14	2 270 000	41,4%	2	30 428	0,6%
19.1.1	400 000	17	206 582	51.6%	17	206 582	0,0%	17	206 555	51.6%
19.2.1	24 616 000	165	3 392 147	13.8%	165	3 394 197	13,8%	68	834 655	3,4%
19.3.1	1 000 000	4	8 029	0,8%	4	8 029	1,5%	0	0	0,0%
19.4.1	6 776 800	40	1 543 201	22.8%	40	1 543 201	23,4%	28	891 133	13,1%
TOTAL	47 139 541	246	8 232 842	22%	245	8 060 748	22%	123	2 546 207	12%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 23 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 3 249 684 € soit un taux de programmation de 6,9%.
- 287 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 8 060 748 € soit un taux d'engagement de 17,1%
- 104 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 2 284 107 € soit un taux de paiement de 4,8%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					s					
7.4	8 859 580	21	2 942 414	33,2%	19	2 898 045	32,7%	7	911 290	10,3%
7.5	5 487 161	28	4 158 994	75,8%	22	3 544 625	64,6%	2	30 428	0,6%
19.1.1	400 000	17	206 582	51,6%	17	206 582	51,6%	17	206 555	56%
19.2.1	24 616 000	301	5 092 716	20,7%	301	5 092 716	20,7%	115	1 728 612	11%
19.3.1	1 000 000	5	10 121	1%	5	10 121	1,0%	0	0	0,0%
19.4.1	6 776 800	92	2 715 711	40%	92	2 715 711	40,1%	58	1 685 409	32%
TOTAL	47 139 541	464	15 126 538	32,1%	456	14 467 800	30,7%	199	4 562 294	9,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 464 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 15 126 538 € soit un taux de programmation de 32,1%.
- 456 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 14 467 800 € soit un taux d'engagement de 30,7%
- 199 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 4 562 294 € soit un taux de paiement de 9,7%.

TO 7.4 - Investissements dans les services de base pour la population rurale

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets de maisons et centres de santé, les maisons de services au public, les équipements pour l'enfance et la jeunesse, et les commerces de proximité. La mise en place effective de ce TO date de 2016, et en 2017 les outils réglementaires et informatiques ont été stabilisés.

La sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée en 2018, et depuis 2019 les projets sont sélectionnés par appels à projets permettant de mieux cibler les priorités par typologie de projets. Un 1er appel à projets lancé en 2017-2018 a permis de sélectionner, de programmer et d'engager 5 projets pour un montant de 612 883 €. Un 2ème appel à projets lancé en 2019 a permis de sélectionner 13 projets pour 2,7 M€ qui seront programmés et engagés début 2020. Un dernier appel à projets également lancé en 2019 sera sélectionné en 2020 pour un montant prévisionnel de 3,5 M€.

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 7.4 vers le TO 7.5 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 1,237 M€ va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 7.5, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

En 2019, 5 projets ont été payés en totalité pour un montant de 488.204 €.

A titre d'exemple, le projet de Maison de santé pluridisciplinaire (MSP) de la Communauté de Communes Val de Garonne Agglomération a été financé à hauteur de 243 601 € de FEADER pour un coût total de 1,1 M€. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un maillage du territoire avec l'ouverture finale de 3 maisons

de santé. Celle-ci a permis d'installer 3 médecins généralistes, 4 infirmiers, un orthophoniste et un psychologue. Les structures médico-sociales (infantile, d'éducation spécialisée et de handicap) sont également présentes et travaillent en réseau avec la MSP.

TO 7.5 - Investissement à usage public dans les infrastructures récréatives et informations touristiques

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets touristiques d'infrastructures récréatives, les équipements d'information touristique et les vélos routes-voies vertes. La mise en place effective de ce TO date de 2016. En 2017, les outils réglementaires et informatiques ont été stabilisés.

La sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée en 2018, et depuis 2019 les projets sont sélectionnés par appels à projets permettant de mieux cibler les priorités par typologie de projets. Un 1er appel à projet lancé en 2017-2018 a permis de sélectionner, de programmer 15 projets pour un montant de 2,47 M€ et d'engager 14 projets pour un montant de 2,27 M€.

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 7.4 vers le TO 7.5 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 1,237 M€ va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 7.5, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs d'itinérance cycliste. Cet appel à projet a été élaboré fin 2019 avec les partenaires financiers afin de l'ouvrir en mars 2020.

En 2019, 2 projets ont été payés en totalité pour un montant de 30.428 €.

A titre d'exemple, le projet de piste cyclable de la commune d'Audenge a été financé à hauteur de 15 456 € de FEADER pour un cout total de 94 084 €. Cette opération a permis à la commune de poursuivre le maillage de piste cyclable sur son territoire inscrit dans le schéma régional de vélos routes et voies vertes.

M19 LEADER

En 2014, 22 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire aquitain, ont porté une candidature pour être un Groupe d'Action Locale LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

En 2019, la Mesure 19 du PDR Aquitaine a fait l'objet de différentes avancées :

Les conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2019 par avenant pour modifier notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquettes financières, ainsi que la composition des Comités de programmation.

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2019, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens humains et financiers dont :

des avances aux GAL pour l'animation/ingénierie dans l'attente du versement des aides à hauteur de 2,3 Millions € ;

des avances aux bénéficiaires mises en place à partir de novembre 2018 ; avec un budget réservé de 2,5 Millions € ;

la création et le recrutement de 31 ETP, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, depuis 2017 pour gérer les

dossiers LEADER ;

la mise en place de contreparties financières, avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL ;

la prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux, de l'ingénierie des GAL ;

la mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine pour obtenir auprès de la Commission européenne la confirmation de la programmation au-delà de 2020 pour LEADER.

La sous-mesure 19.1 a fait l'objet de 17 dossiers programmés pour un montant de 206 582 € tous engagés et payés depuis 2018 pour un total final de 206 555 € de FEADER.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 165 programmations et engagements pour un montant total de FEADER de 3.392.147 € en 2019 pour les 22 GAL du PDR Aquitaine. 68 dossiers ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de 834 655 € de FEADER.

A titre d'exemple pour la sous-mesure 19.2, le projet de la commune de Vergoignan situé dans le GAL Adour Chalosse Tursan est financé à hauteur de 50 000 € de FEADER pour un coût total de 408 919 €. Cette opération permet de rénover une maison d'habitation en centre-bourg pour créer un domicile regroupé intergénérationnel comprenant des appartements indépendants et des parties communes (salle d'animation et de service, carré potager).

En ce qui concerne la sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale, les 4 premiers dossiers ont été programmés en 2019, pour un montant total de 8 029 € de FEADER. L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du Réseau Rural de Nouvelle-Aquitaine, dont l'AG de lancement a eu lieu le 19/06/2019, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.

Enfin les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont fait l'objet de 40 dossiers programmés et engagés pour un montant total de 1 543 201 € de FEADER et de 28 paiements pour 891 133 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 22 GAL du PDR Aquitaine, afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL. Ainsi, une réunion technique InterGAL, un Comité d'Appui (instance de suivi politique de la mesure LEADER associant les binômes élu-technicien des GAL), cinq réunions départementales (réunion technique à l'échelle d'un département).

Un séminaire dédié à la préparation de l'évaluation du programme LEADER a été organisé avec le Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine pour l'ensemble des 52 GAL.

15 sessions de formations (soit 25 jours et 209 participants) orientées LEADER pour accompagner les instructeurs à l'utilisation de l'outil OSIRIS et à l'application des règlements (aides d'Etat et commande publique).

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire pour accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. La mission du prestataire s'est déroulée de novembre 2018 à juin 2019. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine

prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2019. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

Contrairement aux années précédentes, l'année 2019 a été une année plus de routine où l'accélération des engagements et des paiements s'est réalisée de manière significative. Cette année a également été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Aquitaine :

- **Modification du programme : l'année 2019 a été consacrée à 3 modifications :**

- Modification ICHN: La mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013.

L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.

- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.

- Modification stratégique avec une reventilation de maquette: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides.

Lors de précédentes modifications en 2017 et 2018 l'Autorité de gestion a augmenté la maquette de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique en raison de la dynamique de conversion à l'agriculture biologique très importante sur le territoire aquitain. Cette dynamique se traduit aujourd'hui par une forte augmentation des dossiers de maintien dans l'agriculture biologique qui a nécessité un nouvel abondement de la mesure qui sera donc orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

De plus, le matériel d'occasion a été rendu éligible car il permet aux exploitations agricoles d'accéder à des matériels moins onéreux, dont la valeur se déprécie moins rapidement que celle des équipements neufs, tout en assurant leur performance et leur traçabilité.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) dit « Fonds Juncker » a été intégré à la dotation du fonds de garantie ALTER'NA : Doté de 30M€ issus de crédits régionaux et FEADER, ALTER'NA peut désormais bénéficier de crédits supplémentaires (6M€) issus du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Le FEIS vise un renouveau des investissements en période de ralentissement économique. Pour ce faire il soutient des projets en garantissant aux investisseurs un meilleur remboursement des pertes éventuelles. Il trouve donc sa place au sein de l'instrument financier ALTER'NA

et permettra ainsi de passer de 180M€ de fonds mobilisables à 240M€.

Enfin, le taux d'aide sur les projets liées aux structures hydrauliques a été abaissé pour maintenir un effet levier suffisant pour les porteurs de projets et donc d'aider potentiellement plus de projets.

- **Accompagnement renforcé des services instructeurs :**

L'autorité de gestion a également accentué son accompagnement à travers un plan de formation.

En 2019, les services instructeurs ont pu avoir accès à un catalogue de formation élargie, en plusieurs modules. Au bilan, nous avons 191 stagiaires uniques répartis sur 7 modules différents et 59 sessions. A cette offre de formation qui était orientée prioritairement vers un public de nouveaux instructeurs, nous avons également développé durant cette année 2019 un programme de formation à distance, qui a été mis à disposition des services instructeurs au premier semestre 2020.

Par ailleurs, le guide des procédures est aujourd'hui stabilisé et diffusé aux services instructeurs.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	617 655 518,00	65,55	50,02

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	617 655 518,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	617 655 518,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors des Comités de suivi du 21 juin 2017, du 27 juin 2018 et du 17 octobre 2019. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons,
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets,
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets,
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projets, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation,
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec le RRN,
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

Un Comité de Pilotage associant les services de l'Etat (DRAAF, DREAL et SGAR) et les services opérationnels de la Région a été mis en place en début d'année 2019. Il s'est réuni pour la première fois le 29 mai 2019. Une seconde réunion, prévue initialement au mois d'octobre 2019, a dû être reportée au 23 janvier 2020, en raison de l'absence prolongée de la personne référente au sein de la cellule d'animation externalisée.

L'Assemblée Générale de lancement du Réseau s'est tenue le 19 juin 2019. Elle rassemblée plus de 70 participants.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

L'année 2019 a été marquée par le démarrage et le début de la mise en œuvre du plan d'action du Réseau :

- | | |
|---------|--|
| tttttt. | Création de la base de données des membres de l'Assemblée Générale : 1.650 contacts (collectivités, administrations, organismes de développement, organismes économiques, établissements d'enseignement agricole, associations,...), |
| tttttt. | Une grande enquête en ligne auprès de ces contacts et des GAL, pour connaissance et recueil des attentes vis-à-vis du Réseau |
| tttttt. | Pilotage du Réseau : |

	<ul style="list-style-type: none"> • Une réunion de lancement interne avec les services de la Région le 11/02/2019 • Un COPIL le 29/05/2019 : propositions de thèmes issus de l'enquête pour l'AG : Mobilités, Numérique, Tourisme pluriel. Ces thèmes donneront lieu à des groupes de travail thématiques.
ttt.	<p>Les grands évènements du Réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assemblée générale de lancement le 19/06/2019, à Jonzac (17) • Un séminaire évaluation LEADER le 28/11/2019 à Melle (79), participation de 40 GAL sur 52. <p>o Le réseautage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MCDR (appel à projets du RRN Mobilisation Collective pour le Développement Rural) : journée nationale du 07 février (AG + cellule d'animation). • Réunion des réseaux ruraux régionaux (AG) le 27 février. • Accueil ENRD et RRN les 19 et 20 septembre à Poitiers (AG). 15ème rencontre des RRN. C'est à la Maison de la Région de Poitiers, que se sont réunis les RRN de vingt-trois États membres et neuf RRR français, Réseau rural français et le Réseau Européen de Développement Rural, en collaboration avec la Région. • Forum Ruralités le 23 octobre à La Souterraine (AG) • Journée mobilités le 03 décembre à Jonzac (cellule d'animation)
ttt.	<p>Les productions du réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une cartographie des réseaux régionaux en présence, autour du développement rural en Nouvelle-Aquitaine, pour construire la complémentarité : identification, pilotage, membres, périmètre des interventions, nature des interventions. • Une contribution à l'évaluation des PDR avec analyse des RAMO renforcés 2018 des GAL, et la rédaction de Résumés citoyens LEADER Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes
ttt.	<p>La communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le réseau rural communique à travers deux pages web, une hébergée sur le site du Réseau Rural Français https://www.reseaurural.fr/region/nouvelle-aquitaine et la deuxième sur le site l'Europe en Nouvelle-Aquitaine https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/urbain-et-rural/le-reseau-rural-en-nouvelle-aquitaine.html • Pour être visible lors des manifestations, le réseau s'est pourvu d'un kakémono. • Une Newsletter a été élaborée fin 2019 et publiée début 2020.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.

Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les

modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

La communication a été essentiellement dirigée vers le grand public et les porteurs de projet.

Les actions de communication, mises en place pour assurer la transparence et la notoriété des programmes européens sont :

- Une mise en ligne régulière sur le site internet et une présence sur les réseaux sociaux ont vocation à informer le grand public et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires.

La cartographie permet de visionner en quelques clics les projets financés par l'Europe par thématiques, par territoires, par année de programmation.

Statistiques du site internet : 11 313 pages vues par mois (135 760 vues en 2019)

Pages les plus consultées :

1-« Programmes européens 2021-2027 » page informant le partenariat de la nouvelle programmation / 13 231 vues

2-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier / 5 711 vues

3-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possible en Nouvelle-Aquitaine / 4 900 vues

4-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet / 2 849 vues

5-« Appels à projets » qui correspond à la cartographie des projets soutenus sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. / 2 561 vues

6-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu : Nombre de mails envoyés aux services thématiques en 2019 / 97

Statistiques réseaux sociaux (nombre d'abonnés) au 1er janvier 2020:

Twitter : 2 787

Facebook : 2 430

- La diffusion de diverses brochures permet de rendre compte de l'intervention européenne sur le territoire auprès du grand public. Ces documents, illustrés par des projets financés par l'Europe et

complétés par des chiffres, sont aussi des sources d'informations pour les journalistes.

Exemples : L'Europe et vous, book thématique

Lien vers la page « Médiathèque » du site : <http://bit.ly/mediathèqueUE>

- Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés.

*Statistiques : **Près de 170** retombées presse recensées en 2019*

*Nombre de Communiqués de presse après chaque instance de consultation : **6**
(http://bit.ly/espace_presseUE)*

- Des vidéos de bénéficiaires qui témoignent de manière concrète du soutien de l'Europe :
<http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe>
- Campagne bénéficiaires de fonds européens avec 3 insertions dans la PQR de la Nouvelle-Aquitaine et déclinée dans la presse digitale. Les témoignages des bénéficiaires ont pour objectif de rendre concret l'intervention de l'Europe sur le territoire.

*Statistiques de la campagne : diffusions dans la PQR **465 059 ex/jour** et **2 241 182 impressions** sur le net avec **2 470 clics***

- Un article dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine « l'Europe et les territoires » a permis d'informer tous les néo-aquitains de l'apport de l'Europe en matière d'aménagement du territoire.

***-Statistiques** : le journal de la Nouvelle-Aquitaine est distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la Nouvelle-Aquitaine soit : **2,7 millions d'exemplaires**.*

- Le calendrier Europe 2019 souligne les rendez-vous annuels de l'Union européenne. Ce support, distribué auprès de l'ensemble du partenariat et bénéficiaires, grand public, a permis de promouvoir les 10 ans du Joli Mois de l'Europe.
- La grande action annuelle de communication récurrente est le Joli Mois de l'Europe. Cet événement fédérateur permet de marquer davantage la présence de l'Europe dans le quotidien des Néo-aquitains. Accompagner tous les événements en lien avec l'Europe organisés en mai permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

*Statistiques : en 2019 c'est **203 événements**, **93 organisateurs** labellisés dans les **12 départements**. **295 retombées médias** ont été recensées (médias traditionnels - presse écrite/web/radio et influenceurs sur les réseaux sociaux - blogueurs, instagrammers). **258 participants** au concours*

« Écrivez l'Europe » via le site internet, Facebook et flyer distribués sur les événements.

Facebook /

Audience des publications : Mai 2019 : 213 307 vues / 486 commentaires

Twitter /

Impressions (nombre de fois que les utilisateurs ont vu les tweets): 12 400

Les grandes actions du JME :

- Recensement et animation des structures participantes au JME
- une exposition a permis de présenter les premiers résultats visibles des programmes européens avec des exemples concrets de projets. L'exposition a été mise à disposition des CIED et des conseils départementaux.
- un concours d'écriture proposait aux participants de raconter leur Europe ». Impression sous forme de livret des 12 meilleures histoires : **258 participants**
- 4 simulations du Parlement européen à destination des lycéens de la Nouvelle-Aquitaine
- une campagne média : audio digital : **344 935 diffusions**, campagne Facebook JME et concours d'écriture **801 624 diffusions**, campagne mobile **500 027 diffusions**
- un blogtrip et une soirée spectacle à destination de 12 influenceurs qui ont communiqué sur leurs réseaux sociaux sur des événements organisés dans le cadre du JME : **167 retombées influenceurs**
- un supplément du journal de la Nouvelle-Aquitaine « L'Europe à nos côtés ». Avec un aspect pédagogique sur l'Europe et sur les fonds européens, ce 4 pages était illustré par des projets financés par l'Europe. Il permettait également de promouvoir le JME.

*Statistiques : distribution à **2,7 millions d'exemplaires***

- Un accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité. Sont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, des autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique, des vidéos. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet : **http://bit.ly/obligations_comUE**
- La mise à disposition de supports de communication, Roll-up, oriflammes, fulangas a pour objectif de marquer la présence de l'Europe à l'occasion de manifestations et d'inaugurations.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	

I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 10,000,000.00 Total: 10,000,000.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 10,000,000.00 Total: 10,000,000.00
4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	
30. Date of completion of the ex ante assessment	Sep 11, 2018
31. Selection of bodies implementing financial instrument	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	
7. Implementation arrangements	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	Entrustment of implementation tasks, through the direct award of a contract
7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article	

38(1)(c)	
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Fiduciary account
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds Européen d'Investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37B, avenue JF Kennedy, L-2968 Luxembourg, LUXEMBOURG
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	Other: 16,070,000.00 Total: 16,070,000.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	Other: 10,000,000.00 Total: 10,000,000.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 10,000,000.00

	Total: 10,000,000.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 16,070,000.00 Total: 16,070,000.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 10,000,000.00 Total: 10,000,000.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 10,000,000.00 Total: 10,000,000.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 6,070,000.00 Other: 0.00 Total: 6,070,000.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 6,070,000.00 Total: 6,070,000.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	

32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes
32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	0.00
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	
VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	6,070,000.00
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	6,070,000.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	6,070,000.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for	

the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
--	--

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,18	20,36	0,88
		2014-2018			0,14	15,84	
		2014-2017			0,06	6,79	
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					20,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2019	7,53	91,59	8,15	99,13	8,22
		2014-2018	5,28	64,22	5,76	70,06	
		2014-2017	6,54	79,55	3,65	44,40	
		2014-2016	4,00	48,65	0,93	11,31	
		2014-2015	2,70	32,84	0,53	6,45	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	124 567 436,02	86,73	76 338 724,64	53,15	143 627 057,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 430 098,08	36,88	1 843 983,13	27,99	6 589 151,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	118 751 235,92	90,39	72 111 699,73	54,89	131 377 529,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			263 243 498,55	67,04	392 641 936,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			68 842 205,39	59,49	115 726 511,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			3 253,00	91,63	3 550,00
M04.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			697 873,40	16,44	4 245 283,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 783 041,79	75,64	2 383 041,78	64,77	3 679 245,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			2 383 041,78	64,77	3 679 245,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	603 060,23	30,44	0,00	0,00	1 981 132,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2019	3,32	59,73	3,32	59,73	5,56
		2014-2018	2,58	46,42	2,58	46,42	
		2014-2017	4,69	84,38	2,01	36,16	
		2014-2016	3,98	71,61	1,14	20,51	
		2014-2015	1,18	21,23	0,64	11,51	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	41 161 237,43	81,91	29 365 024,19	58,44	50 250 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	41 161 237,43	81,91	29 365 024,19	58,44	50 250 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2019			117 251 880,00	233,34	50 250 000,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			29 365 024,19	58,44	50 250 000,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			1 434,00	59,75	2 400,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2019	0,54	29,15	0,26	14,03	1,85
		2014-2018	0,40	21,59	0,21	11,33	
		2014-2017	0,49	26,45	0,26	14,03	
		2014-2016	0,20	10,80	0,01	0,54	
		2014-2015	0,02	1,08			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 879 187,57	68,30	25 350 220,06	48,26	52 528 302,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 818 734,21	69,40	3 492 570,88	50,30	6 943 396,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			83,00	11,86	700,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	31 060 453,36	69,43	21 857 649,18	48,86	44 735 849,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			92 956 616,51	51,95	178 943 396,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			52,00	57,78	90,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	849 057,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui	2014-2019			0,00	0,00	100,00

	bénéficient d'un soutien						
--	--------------------------	--	--	--	--	--	--

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019			9,13	57,44	15,90
		2014-2018			5,87	36,93	
		2014-2017			4,56	28,69	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2019			11,81	74,01	15,96
		2014-2018			7,88	49,38	
		2014-2017			0,27	1,69	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2019			19,38	121,45	15,96
		2014-2018			12,35	77,40	
		2014-2017			12,68	79,47	
		2014-2016			9,13	57,22	
		2014-2015			9,13	57,22	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	491 246 567,44	95,35	398 254 825,60	77,30	515 209 999,33
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	24 377 550,40	81,39	11 213 781,34	37,44	29 951 887,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			4,00	12,50	32,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	52 803 743,57	82,54	25 759 829,90	40,27	63 975 117,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			167 961,78	61,67	272 340,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	99 703 695,53	143,21	46 990 369,69	67,49	69 622 433,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			55 926,08	61,89	90 360,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			62 380,40	178,89	34 870,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	133 333,33
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	314 361 577,94	89,43	314 290 844,67	89,41	351 527 229,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			158 144,87	132,20	119 622,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			100 246,94	138,97	72 137,26
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			83 823,85	100,33	83 552,21

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2019					0,53
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	8 835 329,04	60,74	3 235 808,57	22,24	14 547 170,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	8 835 329,04	60,74	3 235 808,57	22,24	14 547 170,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			5 997 407,03	16,49	36 367 925,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019					1 300,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			17,00	17,00	100,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2019					10 000 000,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	% des terres forestières reboisées au travers du TO 8.4 (hectares)	2014-2019			4,96	96,50	5,14
		2014-2018			4,49	87,35	
		2014-2017			4,24	82,49	
		2014-2016			1,40	27,24	
		2014-2015			1,00	19,46	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	157 587 956,31	101,48	116 936 845,63	75,31	155 283 018,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	157 587 956,31	101,48	116 936 845,63	75,31	155 283 018,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			7 899 525,82	41,87	18 867 925,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			109 037 319,81	80,82	134 905 660,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	1 509 433,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	80,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2019					25,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335 849,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335 849,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2019			0,00	0,00	11 452 830,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			0,00	0,00	100,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					130,00
		2014-2018			26,00	20,00	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					30,34
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2019			112,29	156,60	71,70
		2014-2018			112,29	156,60	
		2014-2017			112,29	156,60	
		2014-2016			112,29	156,60	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	26 633 863,89	25,87	10 011 781,58	9,72	102 970 700,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	9 767 753,33	17,74	2 942 412,08	5,34	55 069 323,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2019			569 567,00	103,56	550 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			8,00	10,00	80,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			4,00	5,00	80,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	16 866 110,56	35,21	7 069 369,50	14,76	47 901 377,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2019			2 036 065,00	156,62	1 300 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2019			22,00	137,50	16,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			389 726,76	77,95	500 000,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			3 618 711,26	9,60	37 680 377,00

M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	1 250 000,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			3 060 931,48	36,13	8 471 000,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP072	Annexe financière (systèmes)	24-11-2020		Ares(2020)7142193	101007336	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP072_fr.pdf	27-11-2020	nazouzfa
Résumé citoyen 2019	Résumé à l'intention des citoyens	01-09-2020		Ares(2020)7142193	476112907	Résumé citoyen 2019	27-11-2020	nazouzfa

